

**DELIBERATION N°2023.07.06**  
**SEANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL du 12 JUILLET 2023**

L'an Deux Mille Vingt-trois, le douze juillet, à 19 heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué en séance ordinaire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre REVERCHON, Maire.

**Présents :**

M REVERCHON, Mme REIX, M DECEUR, Mme ALLAIN-MONNIER, M ZWISLER, Mme CARANO, M PHULPIN, M JOLY, M PALTRINIERI, M FAVIER, Mme COLLET, M CHAVET, Mme ROUX, M BERNON, , M CHUZEVILLE (arrivé à 19h50), M COLOMBIER, M ANDREO, M BRIZE, Mme JANODY, M CHETAIL.

**Pouvoirs :**

Mme SIMON donne pouvoir à Mme CARANO

M COLAS donne pouvoir à M BERNON

M LAUMAIN donne pouvoir à M PHULPIN

Mme RAMPON donne pouvoir à M JOLY

Mme PIERI donne pouvoir à M ZWISLER

M OZENFANT donne pouvoir à M COLOMBIER

**Absents :** Mme EYSSERIC

**Excusée** : Mme PAWLOWSKI ; Mme SEGURA

Date de Convocation du Conseil Municipal : 06 juillet 2023

Nombre de Conseillers : 29      En Exercice : 29      Présents :      20      Votants : 26

Mme REIX a été élue secrétaire de séance, à l'unanimité.

**PROTECTION FONCTIONNELLE A UN AGENT DE LA COLLECTIVITE**

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 11 ;

**Vu** la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires ;

**Vu** le décret n°2017-97 du 26 janvier 2017 ;

**Vu** le Code Général de la Fonction Publique (CGFP) article L134-1 et suivants relatif à la protection fonctionnelle ;

**Vu** la demande datée du 14 juin 2023, adressée au maire par l'agent, Antonino FERRI, sollicitant la mise en œuvre de la protection fonctionnelle ;

**Considérant** les menaces et outrages subies par un agent de police municipale par un administré, dans le cadre de l'exercice de ses missions de service public ;

**Considérant** qu'il ressort de l'instruction de la demande une absence de faute commise dans l'exercice de ses missions de service public à cette occasion ;

**Considérant** l'obligation qui est faite à la collectivité d'assurer la protection fonctionnelle des agents agressés, menacés, insultés ou diffamés dans le cadre de l'exercice de leurs missions de service public ;

M le Maire explique que la protection fonctionnelle du fonctionnaire est encadrée par l'article 11 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires. Elle a été renforcée par la loi n° 2016-483 dite de "déontologie" du 20 avril 2016.

À cet effet, la collectivité publique est tenue de protéger le fonctionnaire contre les atteintes volontaires à l'intégrité de sa personne, les violences, les agissements constitutifs de harcèlement, les menaces, les injures, les diffamations ou les outrages dont il pourrait être victime, sans qu'une faute personnelle puisse lui être imputée.

Cet agent de la collectivité exerçant les fonctions de Chef de service de la Police Municipale, a été

victime, le 12 juin 2023 à 14 heures 15, pendant l'exercice de ses fonctions, de violences aggravées. En effet un individu a refusé de se soumettre à un contrôle routier et a pris la fuite. Quelques kilomètres après avoir jalonné le véhicule, il a été intercepté au carrefour plus loin, mais en se dirigeant vers son véhicule ce dernier a accéléré de nouveau en tentant de prendre la fuite ; notre agent l'a intercepté par la fenêtre du véhicule qui était ouverte mais celui-ci a accéléré ce qui a occasionné la chute de l'agent.

Aucune délégation au maire du conseil municipal en cette matière n'étant prévue par le Code Général de la Fonction Publique (CGFP), la décision d'octroi de la protection fonctionnelle relève de la compétence exclusive de l'assemblée délibérante.

Il appartient au Conseil municipal d'autoriser le maire à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer au mieux la protection de cet agent.

Entendu l'exposé du Maire,

Après avoir délibéré, à l'unanimité, , (M Chuzeville absent),

Le conseil :

- **DECIDE** d'octroyer la protection fonctionnelle à l'agent communal, Monsieur Antonino FERRI, chef de service de la Police Municipale ;
- **D'AUTORISER** M le Maire à prendre toutes mesures utiles au bon déroulement de cette procédure et de prendre en charge les frais qui en découlent.

Et ont signé sur le registre tous les membres présents.

Jassans-Riottier, le 12 juillet 2023

Jean-Pierre REVERCHON

Maire

